

Cinq vraies bonnes raisons de voter non à l'initiative contre l'élevage intensif

OPINION

■ Les standards suisses sont très élevés et offrent un choix aux consommatrices et consommateurs

Les paysannes et paysans suisses sont très attachés à leurs animaux et à leur bien-être. Des vaches, cochons ou poules qui se portent bien sont une condition essentielle. Nos standards légaux de base sont élevés en comparaison internationale. S'y ajoutent des programmes «bien-être» volontaires tels que la stabulation libre et les sorties régulières, et les exigences supplémentaires de labels tels qu'IP Suisse, Bio Suisse ou Demeter. Notre pays est également le seul à fixer des effectifs maximaux pour les porcs, la volaille et les veaux par voie d'ordonnance. Les autres catégories d'animaux sont limitées indirectement par les normes sur la protection des eaux et la base fourragère nécessaire. Alors qu'un tiers des poules vivent dans des structures de plus de 100 000 individus en Allemagne, la moyenne suisse est de 9900 poules par exploitation professionnelle. Nous sommes encore loin d'un élevage de masse!

■ Pas de lien entre la taille du troupeau et le bien-être animal

Une récente étude de l'association Santé des animaux de rente Suisse (comprenant notamment la Faculté Vetsuisse et l'Association suisse des vétérinaires cantonaux) a rapporté que les études scientifiques ne permettent pas de prouver que les grands groupes ou les grands effectifs ont une influence négative sur le bien-être des animaux. Des prescriptions qualitatives concrètes en matière de protection des animaux et le professionnalisme des éleveurs apportent au contraire davantage au bien-être animal que des effectifs maximaux. Une structure dotée des équipements les plus respectueux du bien-être animal et les soins donnés par une personne formée et compétente sont de meilleurs garants de bien-être animal que le nombre de vaches ou de poules.

■ Les animaux de rente sont utiles et nécessaires

La Suisse est un pays d'herbages, 70% de sa surface agricole est constituée de prairies, pâturages et alpages qui ne peuvent être valorisés d'une



ANNE CHALLANDES

PAYSANNE, PRÉSIDENTE DE L'UNION SUISSE DES PAYSANNES ET DES FEMMES RURALES, VICE-PRÉSIDENTE DE L'UNION SUISSE DES PAYSANS

Chacune et chacun peut déjà en toute intelligence orienter l'offre selon ses exigences, voter en faisant ses achats

autre manière que par les animaux. Ceux-ci transforment l'herbe en nourriture pour l'humain et valorisent chaque année plus de 360 000 tonnes de sous-produits végétaux issus de la transformation alimentaire (petit-lait, mélasse et pulpe de betterave ou tourteau de colza), contribuant ainsi à la réduction du gaspillage alimentaire. Ce faisant, ils fournissent du fumier, un produit naturel, renouvelable et local très précieux, essentiel dans une perspective de réduction des engrais minéraux et pour la bonne santé des sols.

■ Les animaux participent à 8% des gaz à effet de serre

Selon les chiffres de l'Office fédéral de l'environnement, les trois plus grands émetteurs de gaz à effet de serre sont les transports, l'industrie et la construction pour 80,3% en 2020. L'agriculture se place en 4^e position, avec un total actuel de 13,2%, et les animaux de rente représentent 8% de toutes les émissions, contrairement aux affirmations des partisan.e.s de l'initiative. Enfin, les familles paysannes ont déjà réduit leurs émissions de 14,4% depuis 1990, tout en maintenant les

quantités produites. N'oublions pas ici de préciser que l'agriculture suisse fournit des denrées alimentaires saines et de qualité pour nourrir la population.

■ Le choix existe déjà et l'initiative a des effets négatifs

Aujourd'hui, l'offre de viande produite sous label est largement supérieure à la demande. L'initiative contribuera à réduire drastiquement la production suisse au profit d'importations issues de conditions de détention moins respectueuses des animaux. Les coûts de production et les prix augmenteraient fortement (1800 francs de plus par an pour un ménage de quatre personnes). Comme c'est facile et peu responsable, qui plus est sous couvert de durabilité mal placée, d'imposer une réduction d'une production réglementée et contrôlée en Suisse pour délocaliser les émissions et se servir ailleurs de ce qui manquera ici! Chacune et chacun peut déjà en toute intelligence orienter l'offre selon ses exigences, voter en faisant ses achats. C'est pourquoi, tout comme le Conseil fédéral, le parlement et la grande partie des organisations agricoles, je voterai un non convaincu contre cette initiative inutile! ■